

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy le 27 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXOLUM AVIATION FRANCE**

Chemin de Livry  
95380 Chennevières-Lès-Louvres

Références : ud95-2026-0228  
Code AIOT : 0100052611

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement EXOLUM AVIATION FRANCE implanté Chemin de livry 95380 Chennevières-lès-Louvres. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour but de vérifier l'avancement de l'exploitant concernant le traitement des observations et non-conformités relevées lors des précédentes inspections et également d'effectuer une visite sur la thématique atmosphère explosives en lien avec l'action nationale proposée par la DGPR.

Dans le cadre de l'action nationale 2026 « mesures de prévention en zones d'atmosphères explosives (ATEX) », l'inspection des installations classées a convié l'inspection du travail (pôle travail UC2 - DDETS 95) à participer à cette visite d'inspection. En effet, la thématique ATEX étant cadrée réglementairement à la fois par le code du travail et le code de l'environnement, une action

commune avec le pôle travail de la DDETS a été jugée pertinente.

Le présent rapport mentionne uniquement les points de contrôle de la partie ICPE sachant que le pôle travail a prévu d'envoyer son propre rapport sur les thématiques contrôlées qui relèvent du code du travail (document relatif à la protection contre les explosions, formation du personnel EXOLUM et gestion des entreprises extérieures concernant le risque ATEX, équipements de protection individuelle, commission santé sécurité et conditions de travail, temps de travail des salariées, etc.).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXOLUM AVIATION FRANCE
- Chemin de livry 95380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 0100052611
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe EXOLUM est un logisticien espagnol de carburant d'aviation implanté dans de nombreux pays (Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Irlande...). La filiale Exolum Aviation France, issue du groupe Exolum, exploite la partie expédition de la plateforme industrielle de Chennevières-lès-Louvres depuis le 4 juin 2025, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° IC-25-067 du 28 mai 2025 relatif à l'exploitation d'une activité de stockage de kérosène et actant le transfert partiel de la partie expédition du dépôt de Chennevières-lès-Louvres. En tant que gestionnaire de la plateforme, Exolum Aviation France est également responsable d'équipements et de services mutualisés entre les 2 exploitants de la plateforme, conformément au contrat de plateforme en vigueur.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 ATEX
- ATEX
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, produits chimiques, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
5	Entretien des tuyauteries DCI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Taux d'application de mousses	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
			l'exploitant		
8	Défense contre l'incendie – fuite alimentée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Suivi des rétentions	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Valeurs limites de rejet et surveillance	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, articles 4.2 et 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois et 4 mois
12	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Demande d'action corrective	3 mois
16	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Observation de l'inspection du 23/07/2025	Lettre préfectorale du 07/08/2025	/	Sans objet
4	Isolement des eaux	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Contrôle de la jauge du réservoir d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6-3-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Séparateurs à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
15	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
18	Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : NSTH	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que 3 observations et 7 non-conformités existantes n'ont pas été soldées. Elles sont donc maintenues. Il a été formulé 6 nouvelles observations et il a été constaté 5 nouvelles non-conformités.**

**L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Val-d'Oise, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation concernant deux non-conformités.**

Concernant la partie relative aux atmosphères explosives, la visite terrain a mis en évidence une gestion maîtrisée du risque ATEX. En effet, une analyse du risque ATEX a été réalisée permettant de délimiter des zones à risque ATEX nécessitant des règles de sécurité spécifiques. De plus, les contrôles par échantillonnage sur la conformité des matériels présents en zone ATEX ont permis de confirmer le respect de la réglementation en vigueur (Directive européenne 2014/34/UE et Code de l'environnement).

Toutefois, l'inspection des installations classées attire l'attention d'EXOLUM sur plusieurs non-conformités et observations de nature documentaire. En effet, certaines informations sont manquantes (liste des équipements ATEX, adéquation du matériel, déclaration de conformité, etc.) et peuvent, à court terme, remettre en cause la maîtrise du risque ATEX constatée sur le terrain, en particulier pour ce qui concerne les matériels présents en zone ATEX (garanties du fabricant, réalisation des contrôles périodiques obligatoires de ces matériels, conformité des nouveaux équipements, etc.).

EXOLUM devra également porter une attention particulière sur l'accessibilité et le respect des consignes de sécurité dans les zones ATEX, en lien avec les constats effectués par l'inspection du travail concernant la gestion des entreprises extérieures ou la formation du personnel d'EXOLUM.

### 2-4) Fiches de constats

**Fiche de constat n° 1 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026

**Prescription contrôlée :**

[PFOS, PFOA]

**Article 3**

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS et le PFOA sont inscrits à l'annexe I.]

**Article 4**

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

**Annexe I**

[PFOS]

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

[PFOA]

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

Observation n°20250723\_1 : Il est demandé à l'exploitant de clarifier et de fiabiliser la quantité d'émulseur présente (i) actuellement sur site et (ii) une fois les travaux d'installation d'une nouvelle cuve d'émulseur terminés.

L'exploitant confirmera que cette quantité est conforme aux attendus du plan de défense contre l'incendie prévu par l'AM du 03/10/2010 modifié.

Observation n°20250723\_6 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du dimensionnement adapté de la rétention associée aux cuves de stockage des émulseurs.

Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives nécessaires.

Non-conformité n°20251219\_1 : le taux de PFOS, ses sels ou les composés apparentés au PFOS ainsi que le taux de PFOA, ses sels et les composés apparentés au PFOA dans l'émulseur actuellement disponible sur site ne sont pas conformes aux valeurs limites réglementaires applicables à compter du 3 décembre 2025 par l'annexe I du règlement européen n°2019/1021, dit règlement POP.

Observation n° 20251219\_2 : Puisque l'émulseur doit être changé, l'Inspection demande à l'exploitant de confirmer l'absence de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique), de PFCA en C9-C14 ou de PFHxA (acide perfluorohexanoïque) dans l'émulseur qui sera choisi. L'absence de ces substances, sauf à l'état de traces (cf. les seuils réglementaires précisés ci-dessus) doit également être constatée en sortie de proportionneur une fois que l'émulseur sera mis en service.

#### **Constats :**

Concernant l'observation n°20250723\_1 :

Par courrier du 8 avril 2026, l'exploitant précise que le volume d'émulseur requis est déterminé sur la base du scénario majorant. Pour son installation, il s'agit du scénario de feu de cuvette du bac 11, identifié dans l'étude de dangers. La quantité d'émulseur nécessaire pour ce scénario est estimée à 43 m<sup>3</sup>, à laquelle s'ajoute une marge de sécurité de 20 %, portant le volume total à 52 m<sup>3</sup>.

Il indique par ailleurs que ce volume sera pris en compte dans la configuration future, dans le cadre du projet de remplacement de l'émulseur actuellement à l'étude.

Aujourd'hui, l'exploitant dispose de 3 réserves distinctes pour un volume total de 65 m<sup>3</sup> de disponible.

**L'observation n°20250723\_1 est levée.**

Concernant l'observation n°20250723\_6 :

L'exploitant a transmis le PV de fin de travaux de rehaussement des rétentions des cuves d'émulseur par courrier du 08/04/2026. Celui-ci indique que le revêtement n'a pas encore été mis en place en raison des conditions météorologiques. L'exploitant précise lors de la visite que cette opération est prévue en mai 2026.

**Dans l'attente de la mise en place du revêtement dans les rétentions, l'observation n°20250723\_6 est maintenue et rappelée ci-dessous :**

Observation n°20250723\_6 : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du dimensionnement adapté de la rétention associée aux cuves de stockage des émulseurs.

Le cas échéant, l'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives nécessaires.

Concernant la non-conformité n°20251219\_1:

Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'état d'avancement de la réflexion concernant le choix de l'émulseur. Son étude a permis de présélectionner deux émulseurs :

- A) ECOPOL 3N ;
- B) FFC 3 % N-TP.

L'exploitant précise que ces deux émulseurs sont sans fluor et certifiés GESIP. Les caractéristiques des émulseurs sont différentes, selon l'exploitant :

- l'émulseur A a une viscosité variable qui nécessite l'installation de deux pompes, toutefois cet émulseur peut être utilisé sur une plage de température plus large que l'émulseur B et ne nécessite pas de mise hors gel ;
- l'émulseur B a une viscosité constante qui permet de disposer d'une seule pompe pour alimenter toute la longueur de tuyauterie du site (jusqu'à environ 600 mètres). Néanmoins, sa plage de température d'utilisation est moins large que l'émulseur A et il nécessite d'être mis hors gel.

L'exploitant explique qu'un groupe de travail associant la SMCA travaille sur ce sujet de substitution et que le choix de l'émulseur est soumis à l'approbation de la SMCA. EXOLUM oriente pour le moment son choix vers l'émulseur B) FFC 3 % N-TP. Afin de palier la plage restreinte de température d'utilisation, EXOLUM a étudié la possibilité de mettre hors gel les tuyauteries en installant un calorifuge avec cordon chauffant ATEX sur celles-ci.

Concernant la période de transition des émulseurs, l'exploitant précise qu'il va utiliser la cuve de 50 m<sup>3</sup> installée récemment et non contaminée aux PFAS avec deux groupes motopompe qui seront reliés sur l'automate de défense contre l'incendie. Il indique que le volume de 50 m<sup>3</sup> est suffisant pour alimenter en émulseur les besoins prévus par le scénario majorant de l'étude des dangers, à savoir le feu de cuvette du bac 11, nécessitant 43 m<sup>3</sup> d'émulseur. Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 43-7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, l'exploitant doit s'assurer de disposer d'une réserve d'émulseur couvrant 120 % du volume nécessaire calculé pour le scénario accidentel majorant, soit a minima 52 m<sup>3</sup>.

**Observation n°20260415\_1 : L'exploitant doit s'assurer de disposer en tout temps d'une réserve d'émulseur couvrant 120 % du volume nécessaire calculé pour le scénario accidentel majorant.**

L'exploitant n'a pas été en mesure de s'engager sur un planning prévisionnel de remplacement de l'émulseur et n'a pas fourni d'éléments concrets sur les différents points attendus dans le plan de remplacement des émulseurs.

**La non-conformité n°20251219\_1 est maintenue et rappelée ci-dessous :**

**Non-conformité n°20251219\_1: le taux de PFOS, ses sels ou les composés apparentés ainsi que le taux de PFOA, ses sels ou les composés apparentés dans l'émulseur actuellement utilisé ne sont pas conformes aux valeurs limites réglementaires applicables à compter du 3 décembre 2025 par l'annexe I du règlement européen n°2019/1021, dit règlement POP.**

En conclusion, l'inspection note que l'exploitant avance et travaille activement sur la substitution de son émulseur contenant des PFAS mais le choix de l'émulseur retenu n'est pas arrêté et il est encore nécessaire de le valider en lien avec la SMCA. Les éléments complémentaires du plan de remplacement (nettoyage, test de débit, gestion des déchets, etc.) doivent encore être détaillés concrètement.



Considérant que l'exploitant aurait dû substituer ses émulseurs contenant des PFAS depuis le 4 décembre 2025, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise, en application de l'article L. 521-17 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai de 12 mois :

- de respecter l'article 3 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants, en remplaçant les émulseurs contenant des PFAS par des émulseurs non fluorés disposant des caractéristiques permettant d'intervenir en situation accidentelle conformément aux éléments détaillés dans l'étude de dangers de l'installation.

Concernant l'observation n° 20251219\_2:

L'exploitant indique qu'il a, à ce stade, sélectionné deux émulseurs sans fluor qui ne contiennent pas de PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique), ni de PFCA en C9-C14, ni de PFHxA (acide perfluorohexanoïque).

**L'observation n°20251219\_2 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure L. 521-17, produits chimiques, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **Fiche de constat n° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance et test

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables,

adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Non-conformité n° 20250723\_5 : Afin d'avoir la pleine maîtrise des équipements sous sa responsabilité, il convient qu'Exolum récupère tous les rapports de vérification, de maintenance et de contrôle de l'ensemble des équipements qui relèvent désormais de sa responsabilité et qui ont été réalisés par la SMCA.

Observation n° 20250723\_12 : les tests réels des groupes électrogènes et des onduleurs sont à planifier dans la GMAO et à tracer dans les rapports de contrôle.

**Constats :**

Concernant la non-conformité n° 20250723\_5 :

L'exploitant indique avoir récupéré l'ensemble des rapports de vérification, de maintenance et de contrôle auprès de la SMCA en avril 2026. L'inspection a réalisé un test par sondage afin de vérifier que l'exploitant dispose des documents anciennement détenus par la SMCA.

Il a été demandé à l'exploitant de présenter les derniers rapports de vérification des mesures de maîtrise des risques (MMR) niveau seuil haut (NSH) et niveau seuil très haut (NSTH) des bacs n°11 et 12. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé par Actemium datant du 10 juin 2024.

Il a également été demandé à l'exploitant de présenter les derniers rapports des vérifications quinquennale et décennale des bacs 11 et 12. L'exploitant a présenté ces documents qui sont présents en version papier dans un classeur.

**De ce fait, l'inspection considère que la non-conformité n° 20250723\_5 est levée.**

Concernant l'observation n° 20250723\_12 :

L'exploitant indique que les tests annuels des groupes électrogènes et des onduleurs sont réalisés lors de la maintenance du TGBT. Il indique avoir modifié les ordres de travail dans sa GMAO afin d'intégrer la simulation de perte d'utilité.

**De ce fait, l'observation n° 20250723\_12 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **Fiche de constat n° 3 : Observation de l'inspection du 23/07/2025**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 07/08/2025
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Observation de l'inspection du 23/07/2025
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Observation n° 20250723_9</u> :il convient que l'exploitant revoie les systèmes de jaugeage de l'ensemble des réservoirs de carburants utiles au fonctionnement des GE.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que la jauge du réservoir du groupe électrogène 100 kVA a été réparée. L'exploitant précise que ce type de jauge mécanique fonctionnant avec un flotteur peut rester bloqué. Il indique qu'il prévoit de remplacer cette jauge mécanique par une jauge numérique et qu'il est en attente d'un devis d'une société spécialisée.  L'inspection note que la jauge est opérationnelle. <b>L'observation n° 20250723_9 est soldée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 4 : Isolement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.  <u>Non-conformité n° 20251219_2</u> : Contrairement aux dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'une consigne définissant l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement du site. L'exploitant doit réaliser cette consigne. L'exploitant doit également ajouter une signalétique permettant de correctement identifier le dispositif d'isolement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'une procédure sous la forme d'une fiche réflexe (Détection d'hydrocarbures - Séparateurs (Séparateur A & bassin d'orage) du 08/04/2026) a été mise en place et est à disposition du chef de quart afin qu'il soit en mesure de gérer une situation de détection d'hydrocarbures dans le séparateur A ou dans le bassin d'orage.

L'inspection a questionné l'exploitant sur l'état d'avancement de la mise en place des deux vannes motorisées en sortie du bassin d'orage pouvant être activées depuis le poste de commande. L'exploitant indique que la liaison de ces vannes vers le poste de commande n'a pas encore été établie mais que dans l'attente de celle-ci, l'exploitant réalise des rondes journalières. Il explique qu'à chaque nouvelle prise de poste (matin - après-midi - nuit) un opérateur réalise le tour des différentes rétentions et du bassin d'orage, et complète la check-list intitulée *Vanne des cuvettes de rétention* - MàJ 08\_04\_26.

L'inspection a demandé à consulter cette check-list complétée pour la semaine du 6 au 12/04/26. L'exploitant a présenté le classeur avec les versions papier de ces check-list. Il est constaté que ces fiches sont correctement remplies par les opérateurs.

L'inspection n'a pas de remarque à émettre sur celles-ci.

Enfin, l'exploitant explique que l'ouverture des vannes du bassin d'orage n'est effectuée qu'en présence de personnel sur place. La mission de cet opérateur est de vérifier l'absence d'hydrocarbures dans le bassin d'orage avant de les ouvrir.

**La non-conformité n° 20251219\_2 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **Fiche de constat n° 5 : Entretien des tuyauteries DCI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des tuyauteries DCI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Non-conformité n° 20240313\_5 :** Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il réalise ces contrôles de fuite de façon hebdomadaire en même temps que les essais des groupes motopompe. Il relève le compteur d'eau avant le début de l'essai et à la fin de l'essai (durée d'environ 1 heure). L'exploitant relève le compteur au m<sup>3</sup> près. Il apparaît difficile de détecter une fuite sur le réseau incendie de cette façon, une fuite d'un débit inférieur à

1 m <sup>3</sup> /heure peut ne pas être repérée.
L'exploitant précise que son compteur est plus précis que le m <sup>3</sup> et qu'il va modifier son relevé pour pouvoir identifier des fuites plus réduites.
L'exploitant indique par ailleurs qu'il a intégré le contrôle des tuyauteries du réseau de défense contre l'incendie (DCI) dans son devis relatif à la mise en œuvre de son PM2I sollicité auprès d'un organisme extérieur.
<b>La non-conformité n° 20240313_5 est maintenue dans l'attente de la réalisation du contrôle des tuyauteries de défense contre l'incendie et est rappelée ci-dessous :</b>
<b><u>Non-conformité n° 20240313_5</u> : Contrairement aux dispositions de l'article 43-3-9 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle de ses tuyauteries incendie. L'exploitant doit mettre en place cette procédure de contrôle et faire réaliser ces contrôles.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### **Fiche de constat n° 6 : Taux d'application de mousses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Taux d'application de mousses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En cas d'utilisation d'une stratégie de sous-rétentions : un tapis de mousse préventif d'une épaisseur minimale de 0,15 mètre est mis en place et maintenu dans les sous-rétentions où la sous-rétention en feu pourrait se déverser. Le taux d'application nécessaire à l'entretien de ce tapis préventif est au minimum de 0,2 litre par minute et par mètre carré.</p> <p>-----</p> <p><b><u>Non-conformité n° 20240313_6</u> :</b> contrairement à l'article 43-3-5 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il est en mesure de produire un tapis de mousse de 15 cm d'épaisseur sur ses sous rétentions. L'exploitant devra présenter les éléments confirmant que le tapis de mousse dans les sous rétentions est bien de 15 cm lorsque la rétention en feu risque de déborder.</p>
<b>Constats :</b> <p>La démonstration attendue relative à l'épaisseur du tapis de mousse dépend du taux d'application de l'émulseur. Puisque ce dernier doit être remplacé ces prochains mois, l'exploitant devra répondre à cette non-conformité en prenant en compte les caractéristiques du nouvel émulseur.</p>

La non-conformité n° 20240313\_6 est maintenue et rappelée ci-dessous :

**Non-conformité n° 20240313\_6** : contrairement à l'article 43-3-5 de l'arrêté du 3 octobre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer qu'il est en mesure de produire un tapis de mousse de 15 cm d'épaisseur sur ses sous rétentions. L'exploitant devra présenter les éléments confirmant que le tapis de mousse dans les sous rétentions est bien de 15 cm lorsque la rétention en feu risque de déborder.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 12 mois

#### **Fiche de constat n° 7 : Contrôle de la jauge du réservoir d'eau**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 6-3-3

**Thème(s)** : Risques accidentels, Contrôle de la jauge du réservoir d'eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/12/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose :

- d'un bac de stockage d'eau d'une capacité de 6 520 m<sup>3</sup>,

[...]

**Non-conformité n° 20240313\_11** : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un système fiable permettant de connaître, à tout moment, la quantité d'eau présente dans le bac de stockage d'eau.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la jauge du réservoir d'eau a été réparée. L'exploitant a fait le test en séance, et celle-ci est bien mobile et efficace. Elle indique une hauteur d'eau de 12,3 mètres. Le capteur de pression transmettant l'information en salle de commande indique une pression de 1,17 bar, soit une hauteur d'eau d'environ 11,7 mètres. L'ordre de grandeur correspond entre les deux systèmes de mesure.

**La non-conformité n° 20240313\_11 est levée.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

### **Fiche de constat n° 8 : Défense contre l'incendie – fuite alimentée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie – fuite alimentée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non conformité n° 1 de l'inspection du 20 décembre 2021 : l'exploitant ne s'est pas assuré, dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie et du calcul des moyens qui en découlent, de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction du feu de cuvette sur fuite alimentée, contrairement aux dispositions de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Il convient que l'exploitant prenne en compte, dans le dimensionnement de ses moyens, la réduction du flux thermique par application de mousse d'extinction, le temps de réunir les conditions permettant l'extinction et vérifie que les moyens physiques présents sur le site sont suffisants. Dans le cas où les moyens physiques ne seraient pas suffisants, il convient que l'exploitant communique à l'inspection un plan d'action permettant la remise en conformité de ses installations et précisant les échéances associées. Le détail des calculs ainsi que la vérification de la suffisance des moyens est attendu sous un mois et, le cas échéant, le plan d'action susmentionné sous deux mois.</p> <p><u>Non-conformité n° 20240313_12</u> : Il convient que l'exploitant mette à jour et complète son POI en y intégrant pour chaque situation ou évènement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet évènement et pour en limiter les conséquences.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant précise qu'il a sollicité le bureau d'études EGI pour l'accompagner dans le traitement de cette non-conformité, avec une échéance fixée au 15 juillet 2026.</p> <p><b>La non conformité n° 20240313_12 est maintenue et rappelée ci-dessous :</b></p> <p><u>Non conformité n° 20240313_12</u> : Il convient que l'exploitant mette à jour et complète son POI en y intégrant pour chaque situation ou évènement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, la description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet évènement et pour en limiter les conséquences.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### **Fiche de constat n° 9 : Suivi des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.</p> <p><b><u>Non-conformité n° 20251219_3 :</u></b> EXOLUM n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport d'examen visuel approfondi des rétentions contrairement à l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il convient que l'exploitant réalise cet examen avant le 04 juin 2026.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant précise qu'il n'a pas réalisé l'examen visuel approfondi des rétentions pour le moment mais que cet examen est prévu au mois de mai. L'exploitant a transmis la procédure de réalisation de cet examen (CPR.1634.SST.FR datée du 01/04/2026). L'inspection n'a pas de remarque à formuler sur celle-ci.</p> <p><b>La non conformité n° 20251219_3 est maintenue et rappelée ci-dessous :</b></p> <p><b><u>Non-conformité n° 20251219_3 :</u></b> EXOLUM n'est pas en mesure de présenter le dernier rapport d'examen visuel approfondi des rétentions contrairement à l'article 22-2-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. Il convient que l'exploitant réalise cet examen avant le 04 juin 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



### **Fiche de constat n° 10 : Valeurs limites de rejet et surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, articles 4.2 et 4.3															
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et surveillance															
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026</li></ul>															
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 4.2 :</u></p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par les installations aboutissent aux points de contrôle qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <table border="1"><thead><tr><th>Point de contrôle</th><th>Point de contrôle en sortie du séparateur A</th><th>Point de contrôle avant rejet dans le milieu naturel</th></tr></thead><tbody><tr><td>Référence</td><td>PC 11</td><td>PC 01</td></tr><tr><td>Nature des effluents</td><td>Eaux pluviales, dont cuvettes des bacs 11 et 12</td><td>Rejet final de la plateforme industrielle</td></tr><tr><td>Exutoire des effluents</td><td>Réseau commun de la plateforme</td><td>Bassins d'infiltration</td></tr><tr><td>Traitement avant contrôle</td><td>Séparateur à hydrocarbures</td><td>Bassin de récupération des eaux</td></tr></tbody></table>	Point de contrôle	Point de contrôle en sortie du séparateur A	Point de contrôle avant rejet dans le milieu naturel	Référence	PC 11	PC 01	Nature des effluents	Eaux pluviales, dont cuvettes des bacs 11 et 12	Rejet final de la plateforme industrielle	Exutoire des effluents	Réseau commun de la plateforme	Bassins d'infiltration	Traitement avant contrôle	Séparateur à hydrocarbures	Bassin de récupération des eaux
Point de contrôle	Point de contrôle en sortie du séparateur A	Point de contrôle avant rejet dans le milieu naturel													
Référence	PC 11	PC 01													
Nature des effluents	Eaux pluviales, dont cuvettes des bacs 11 et 12	Rejet final de la plateforme industrielle													
Exutoire des effluents	Réseau commun de la plateforme	Bassins d'infiltration													
Traitement avant contrôle	Séparateur à hydrocarbures	Bassin de récupération des eaux													
<p><u>Article 4.3 :</u></p> <p>Les effluents respectent, pour tous les points de contrôle cités ci-dessus à l'article 4.2, les valeurs limites en concentration et flux détaillées ci-après. Les paramètres sont surveillés par un organisme agréé sur l'ensemble de ces points de contrôle au moins une fois par an.</p> <p>Par ailleurs, les paramètres sont surveillés selon la fréquence minimale indiquée ci-dessous.</p> <p>Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.</p>															
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Code SANDRE</th><th>Concentration maximale (mg/l)</th><th>Fréquence de surveillance</th></tr></thead><tbody><tr><td>Matières en suspension (MES)</td><td>1305</td><td>35</td><td>Mensuelle</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance	Matières en suspension (MES)	1305	35	Mensuelle							
Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)	Fréquence de surveillance												
Matières en suspension (MES)	1305	35	Mensuelle												

Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	120	Mensuelle
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	1313	30	Mensuelle
Azote kjedahl	1319	40	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10	Mensuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,25	Mensuelle
Benzène	1114	0,05	Mensuelle
Toluène	1278	0,074	Mensuelle
Xylènes ( Somme o,m,p)	1780	0,05	Mensuelle

Non-conformité n° 20251219\_4 : l'exploitant dépasse les valeurs limites d'émission, fixées par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, au niveau du point de contrôle PC 11 (séparateur A) pour les paramètres benzènes, hydrocarbures totaux, zinc, toluène et xylènes.

#### Constats :

Selon les données transmises par l'exploitant via GIDAF, un seul dépassement (mineur) est relevé en janvier 2026 au point de contrôle du séparateur à hydrocarbures A (PC11) pour la paramètre xylène : 52 µg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) fixée à 50 µg/L.

En revanche, en mars 2026 au niveau du séparateur à hydrocarbures A (PC11), il est constaté de nombreux dépassements :

- benzène 68 µg/L pour une VLE fixée à 50 µg/L ;
- toluène 410µg/L pour une VLE fixée à 74 µg/L - dépassement x5 ;
- zinc 0,36 mg/L pour une VLE fixée à 0,25 mg/L ;
- xylène 1200 µg/L pour une VLE fixée à 50 µg/L - dépassement x24 ;
- HC totaux 71,1 mg/L pour une VLE fixée à 10 mg/L - dépassement x7 ;

Selon l'exploitant, les dépassements observés sont liés aux opérations de dépotage de citernes contenant un mélange d'eau et de kérosène. Lors de la visite l'inspection a demandé à l'exploitant de lui expliquer comment et pourquoi ces dépotages ont lieu au niveau du séparateur A.

EXOLUM est en charge de l'exploitation de l'oléoréseau alimentant l'aéroport de Roissy Charles De Gaulle. Un prestataire réalise pour le compte d'EXOLUM des purges au niveau des chambres situées en points bas de l'oléoréseau sur l'emprise de l'aéroport. L'oléoréseau est purgé depuis ces chambres par un camion citerne qui récupère un mélange d'eau et de résidus d'hydrocarbures pour ensuite dépoter l'eau au niveau de la plateforme de Chennevières-lès-Louvres avant évacuation des résidus d'hydrocarbures. N'ayant pas d'espace adapté pour vider ce camion

citerne au niveau du dépôt, l'exploitant indique qu'il laisse décanter le camion pendant environ 30 min puis il déverse la partie aqueuse du fond de cuve progressivement dans le séparateur à hydrocarbures A jusqu'à atteindre la partie chargée en hydrocarbures, qui est elle déversée dans des IBC. L'exploitant précise utiliser une pâte pour détecter les hydrocarbures. Lorsque l'eau est chargée en hydrocarbures, la pâte présente sur la tige tenue par un opérateur EXOLUM au niveau du déversoir se colore. L'opérateur ferme alors la vanne de vidange pour éviter de déverser de l'eau chargée en hydrocarbures dans le séparateur à hydrocarbures A.

L'exploitant précise que ces opérations sont réalisées depuis le début d'année et qu'elles étaient auparavant effectuées au niveau d'un séparateur connecté au réseau de la SMCA. La SMCA ne souhaite pas que ces eaux de purges soient déversées dans un séparateur dont elle a la gestion et pouvant occasionner des dépassements des VLE.

L'exploitant précise que ce mode de fonctionnement a été efficace pendant le mois de janvier et février 2026 car pas ou peu de dépassement des VLE ont été constatés. Il indique que suite aux dépassements conséquents des VLE au mois de mars 2026, il a fait un rappel des procédures auprès des opérateurs et a renforcé le contrôle des rejets.

L'inspection note que l'exploitant utilise le séparateur à hydrocarbures A pour déverser ses eaux de purges alors que cet équipement n'est pas prévu pour cet usage. En effet, il est dimensionné et adapté uniquement pour récupérer les eaux pluviales des zones du dépôt pétrolier dont EXOLUM a la charge (cuvettes de rétention des bacs 11 et 12, pomperies et parties mutualisées en tant que gestionnaire de plateforme).

L'inspection a précisé qu'il n'était pas acceptable d'avoir de tels dépassements sur ce point de rejet. D'autant plus, dans le cas d'un usage détourné du séparateur à hydrocarbures qui est utilisé pour traiter des eaux non générées par le dépôt pétrolier. Il a été demandé à l'exploitant de trouver une solution pérenne afin de gérer ces eaux de purges.

L'exploitant a indiqué qu'il était en cours de négociation avec ADP afin de pouvoir vider ces eaux potentiellement polluées dans le réseau d'assainissement de l'aéroport qui est équipé d'une station de traitement des effluents, équipée pour traiter ce type de fluides.

Enfin, concernant le phénomène de dilution au niveau du bassin d'orage constaté lors de la dernière visite, l'exploitant précise que chacun des points de rejets se jetant dans le bassin d'orage fait l'objet de contrôle en sortie de séparateur hydrocarbures (EXOLUM et SMCA). Il indique ainsi que le rejet effectué dans le bassin d'orage correspond aux eaux analysées en sortie de séparateur hydrocarbures.

**La non conformité n° 20251219\_4 est maintenue et rappelée ci-dessous :**

**Non-conformité n° 20251219\_4 : l'exploitant dépasse les valeurs limites d'émission, fixées par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, au niveau du point de contrôle PC 11 (séparateur A) pour les paramètres benzènes, hydrocarbures totaux, zinc, toluène et xylènes.**

**Non-conformité n°20260415\_1 : contrairement à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, l'exploitant ne respecte pas la nature des effluents traités par le séparateur A en traitant des effluents non générés par l'installation objet de l'autorisation.**

Considérant les dépassements récurrents et importants des valeurs limites d'émission par l'exploitant et l'absence de garantie quant à une solution pérenne dans le temps afin de respecter ces valeurs limites, il est proposé à Monsieur le Préfet du Val-d'Oise, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de :

- respecter, dans un délai d'un mois, les valeurs limites d'émission définies à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2025 ;
- proposer et d'appliquer des mesures correctives qui permettront de respecter, dans un délai de quatre mois, la nature des effluents traités par le séparateur à hydrocarbures A (PC11) conformément à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2025, à savoir uniquement les eaux pluviales générées par l'installation objet de l'autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

### **Fiche de constat n° 11 : Séparateurs à hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/05/2025, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateurs à hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/12/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 16/03/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les séparateurs à hydrocarbures sont équipés, en aval, d'un système de détection d'hydrocarbures liquides associé à une alarme retransmise en salle de contrôle.</p> <p><u>Non-conformité n° 20251219_5:</u> Contrairement à l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2025, le séparateur d'hydrocarbures A ne dispose pas d'un détecteur d'hydrocarbures retransmettant l'alarme en salle de contrôle. En outre, comme prescrit dans le point de contrôle n°6 « isolement des eaux », l'exploitant doit définir une consigne qui précise les actions à réaliser par les chefs de quart et les agents d'exploitation en cas de détection d'hydrocarbures dans le séparateur.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a indiqué que le détecteur d'hydrocarbure installé dans le séparateur à hydrocarbures A est opérationnel. L'exploitant a présenté le rapport d'installation en date du 31 mars 2026 et édité par la société LAKOTA SOLUTIONS. Il n'est pas indiqué sur ce rapport que le report d'alarme est fonctionnel. Lors de la visite, l'inspection a demandé à tester ce détecteur et à vérifier le bon report d'alarme en salle de commande. Il a été constaté que le détecteur est fonctionnel et que le report d'alarme est bien effectué en salle de commande avec une visualisation spatiale du détecteur impacté.</p> <p>De plus, la fiche réflexe (Détection d'hydrocarbures - Séparateurs (Séparateur A &amp; bassin d'orage) du 08/04/2026) évoquée ci-dessus (fiche de contrôle n°4) prévoit une levée de doute par un agent d'exploitation en cas d'alarme reportée en salle de commande.</p> <p><b>De ce fait, la non-conformité n° 20251219_5 est levée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## **Fiche de constat n° 12 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
<b>Constats :</b>  Le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) des installations d'EXOLUM a été réalisé sur site par la société EXA S.L. en septembre 2025.  Mis à part le plan de zonage, les autres annexes du DRPCE qui constituent des éléments indispensables à la maîtrise du risque d'explosions au niveau des installations d'EXOLUM n'ont pas pu être présentées à l'Inspection.  <b>Observation n° 20260415_2 : il convient qu'EXOLUM transmette toutes les annexes du DRPCE à l'inspection des installations classées et à l'inspection du travail.</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la méthodologie d'évaluation des risques d'explosion retenue, de préciser le résultat de cette évaluation, la liste des équipements en zone ATEX ou encore l'adéquation entre les matériels et les zones ATEX. Globalement, il a été constaté un manque d'appropriation de la part d'EXOLUM du document cadre de prévention des explosions et par conséquent une prise en compte du risque lié aux atmosphères explosives à renforcer et à décliner dans les procédures internes.  <b>Observation n° 20260415_3 : EXOLUM doit s'approprier le nouveau DRPCE, vérifier sa complétude vis-à-vis du code du travail et appliquer les mesures préventives indiquées dans ce document afin de garantir que le risque lié aux atmosphères explosives est complètement maîtrisé au sein des installations de la plateforme industrielle dont EXOLUM est responsable.</b>  L'étude de dangers d'EXOLUM précise qu'un zonage ATEX du site a été réalisé pour assurer l'adéquation des matériels implantés dans les zones ATEX. Toutefois, cette adéquation entre les matériels et les zones ATEX n'a pas pu être présentée à l'Inspection.  <b>Non-conformité n° 20260415_2 : conformément à son étude de dangers et aux mesures préventives n° 8 et n°9 du DRPCE, EXOLUM doit établir l'adéquation des matériels implantés dans les zones ATEX et proposer des mesures correctives à mettre en œuvre si des anomalies sont constatées.</b>  Le DRPCE ne fait pas référence à des équipements ATEX mis en service avant juin 2003 qui nécessiteraient une justification de maintien en service.  <b>Observation n° 20260415_4 : il convient qu'EXOLUM s'assure que tous les équipement soumis à un</b>

risque d'explosion et mis en service avant juin 2003 bénéficient, dans le DRPCE, d'une présomption de conformité à l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### **Fiche de constat n° 13 : Plan général des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Plan des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°12) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; [...]  <b>Constats :</b>  Le plan de zonage annexé au DRPCE a été transmis quelques jours avant la visite d'inspection. Ce dernier recense toutes les zones ATEX des installations qui sont sous la responsabilité d'EXOLUM avec une vue de dessus et une vue de profil pour chaque zone. La nature du risque (zone 0, 1 ou 2) est également précisée dans ce plan de zonage. L'Inspection a pu constater que ce plan de zonage est annexé aux plans de prévention.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### **Fiche de constat n° 14 : Identification des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite terrain il a été contrôlé par échantillonnage la signalisation ATEX des zones suivantes : pomperie hydrant, installations de purge, cuvette de rétention et toit du bac n°11. Ces dernières sont signalées par un panneau d'avertissement « EX », conformément au plan de zonage.  Toutefois, les consignes de sécurité ne sont pas systématiquement rappelées au niveau de chaque entrée de zone et manquent parfois de visibilité.  <b>Non-conformité n° 20260415_3 :</b> Contrairement à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas mis en place les consignes ATEX de façon visible, au niveau de chaque entrée de zone. Les procédures internes d'EXOLUM doivent permettre de garantir que seules les personnes dont la mission le nécessite puissent accéder à ces zones (personnel EXOLUM + personnel extérieur).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



### **Fiche de constat n° 15 : Formation d'atmosphère explosive**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Toutes les zones ATEX sont situées en extérieur, il n'est donc pas nécessaire de ventiler les locaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### **Fiche de constat n° 16 : Conformité des appareils**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des équipements fixes et mobiles situés en zones ATEX ainsi que tous les dispositifs de raccordement associés. Par conséquent, l'exploitant n'est pas en mesure de distinguer les équipements de travail qui doivent répondre aux exigences de la directive 2014/34/UE ATEX transposée en droit français aux articles R. 557-1-1 à R. 557-5-5 et R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.  Sans cette liste, l'exploitant n'est pas en mesure de garantir la conformité des équipements présents en zone ATEX, <b>cf. non-conformité du point de contrôle n°12.</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les déclarations UE de conformité des équipements présents dans les zones ATEX.  <b>Non-conformité n° 20260415_4: conformément à l'article R. 557-7-1 et suivants du code de l'environnement, chaque matériel fixe ou mobile présent en zone ATEX et concerné par la directive 2014/34/UE doit être accompagné d'une notice d'instruction et d'une déclaration UE de conformité. Il convient qu'EXOLUM récupère l'ensemble de ces justificatifs auprès de la SMCA.</b>  Au niveau des installations de purge (zones ATEX 1 et 2), il a été vérifié la conformité du marquage ATEX des équipements suivants : pressostat STP09P1S, pressostat STP09P2S, pompe 09P1S, soupape de sécurité 63066, boîte de dérivation BJRAB et vanne motorisée 09VM095.

L'ensemble de ces équipements présente un marquage conforme comprenant notamment le marquage CE, le logo « EX », le groupe de l'appareil (II) ainsi que sa catégorie (1). Ce marquage est cohérent avec le niveau de la zone la plus à risque (zone 1) des installations de purge.

Lors de la visite terrain, le fonctionnement du détecteur d'hydrocarbures au niveau du séparateur A a été testé, cf. point de contrôle ci-dessus. Ce détecteur est situé en zone 0, soit le niveau de risque le plus élevé concernant la probabilité de présence d'une atmosphère explosive.

**Observation n° 20260415\_5 : EXOLUM doit garantir que le détecteur d'hydrocarbures au niveau du séparateur A est compatible avec une zone 0. Il est attendu la notice d'instruction et la déclaration UE de conformité de cet équipement comprenant notamment la catégorie du matériel et le groupe de gaz.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **Fiche de constat n° 17 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

L'Inspection a consulté le dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé par l'APAVE qui date de décembre 2025. En cohérence avec les écarts identifiés ci-dessus (absence de liste de matériel ATEX et absence d'adéquation des équipements implantés dans les zones ATEX), l'organisme de contrôle n'a pu pas se prononcer sur la conformité des équipements ATEX.

**Non-conformité n° 20260415\_5: conformément à l'article 66 A de l'arrêté du 4 octobre 2010 et à l'article 14 de l'arrêté du 8 juillet 2003, EXOLUM doit procéder ou faire procéder à la vérification de la sécurité, de l'ensemble des installations électriques avant la première utilisation de lieux de travail comprenant des emplacements où une atmosphère explosive peut se présenter. EXOLUM doit s'assurer que toutes les conditions nécessaires pour assurer la protection contre les explosions sont maintenues.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**Fiche de constat n° 18 : Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : NSTH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test de mesure de maîtrise des risques (MMR) : NSTH
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de réaliser un test de la mesure de maîtrise des risques (MMR) du détecteur de niveau seuil très haut (NSTH) équipant le bac 11. Une équipe est montée sur le toit du bac 11 et a constaté la présence du détecteur niveau seuil très haut (NSTH). Une autre équipe a vérifié le délai de fermeture des deux vannes d'arrêt de l'alimentation du bac en cours de remplissage et enfin une dernière équipe a vérifié le report d'alarme en salle de commande EXOLUM et l'arrêt des pompes de transfert en salle de commande SMCA..  L'exploitant indique dans son EDD que la vanne doit se fermer en moins d'une minute trente secondes. L'exploitant a précisé que cette fermeture progressive a pour but de limiter le coup de bélier engendré par la fermeture  Lors du test, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>• le report d'alarme en salle de commande SMCA et EXOLUM est opérationnel ;</li><li>• les deux vannes d'arrêt se sont fermées en moins d'une minute ;</li><li>• il était impossible de rouvrir les vannes d'alimentation depuis le poste de commande SMCA ;</li></ul> Toutefois, il est constaté un écart entre les éléments détaillés dans la fiche de vie de la MMR provenant de l'étude de dangers et les constats effectués sur le terrain. Il est indiqué que les vannes d'arrêt de l'alimentation du bac sont redondées. L'alimentation est bien effectuée par deux canalisations distinctes mais qui se rejoignent. L'exploitant a indiqué qu'il y avait une redondance en terme opérationnel afin de disposer d'une solution de secours en cas de défaillance d'une vanne pour pouvoir continuer l'alimentation du bac. Mais, il n'existe pas de redondance d'un point de vue sécurité. Les deux vannes doivent se fermer pour couper complètement l'alimentation du bac.  L'inspection constate que la MMR NSTH du bac 11 est efficace et a une cinétique de mise en œuvre adaptée.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>  <b>Observation n°20260415_6 :</b> L'exploitant doit mettre à jour la fiche de vie de la MMR NSTH en indiquant que les vannes d'arrêt ne sont pas redondées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite